

MINISTÈRE DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE  
**Monsieur A. GOFFART, Directeur**  
*A.A.T.L. – Direction de l'Urbanisme*  
C.C.N.- Rue du Progrès, 80, bte 1  
1035 BRUXELLES

V/réf. : 04/PFD/229243  
N/réf. : AVL/CC/BXL-7.44/s.461  
Annexes : 1 dossier

Bruxelles, le

Monsieur le Directeur,

Objet : BRUXELLES. Quai au Bois de Construction / Square des Blindés. Installation d'urinoirs publics. (Dossier traité par André Vital)

En réponse à votre lettre du 27 juillet 2009 sous référence, reçue le 30 juillet, nous avons l'honneur de vous communiquer **les remarques** émises par notre Assemblée, en sa séance du 19 août 2009, concernant l'objet susmentionné.

La demande porte sur l'installation d'une toilette publique sur le square des Blindés, le long du quai au Bois de Construction, soit dans la zone de protection des immeubles sis le long de ce même quai, aux n°1 à 5 ainsi que 9 et 10 et respectivement classés comme ensemble et comme monument par arrêtés des 05/12/2002, 14/07/1994 et 19/04/1977.

#### Remarques préalables

En remarque préalable, la Commission souligne que cette demande n'est pas isolée mais qu'elle fait actuellement partie d'un lot de 6 demandes similaires qui lui ont été soumises lors de cette même séance. D'autres sanitaires publics sont, par ailleurs, prévus à d'autres endroits de la Ville sur lesquels elle n'est pas interrogée.

Bien qu'elle comprenne le souhait de la Ville de Bruxelles de remédier aux incivilités récurrentes (uriner sur la voie publique) et qu'elle ne s'oppose donc pas à l'installation de ce type d'équipement, **la Commission réclame la plus grande circonspection quant au développement de ce projet global**. En effet, **compte tenu de l'encombrement non négligeable de ce type d'édicule, elle redoute que la multiplication de ces toilettes publiques, parallèlement au décuplement des autres équipements dans la ville, n'augmente encore l'encombrement déjà problématique de l'espace public. Il conviendrait donc d'implanter un nombre de toilettes qui n'excède pas le strict nécessaire et de choisir judicieusement leur emplacement afin de réduire au maximum leur impact dans l'espace public**. Bien qu'un contrôle social de l'utilisation de ces toilettes doive pouvoir être assuré, cela ne signifie pas que les édicules doivent être implantés au centre des squares ni au milieu des trottoirs. Or, **la Commission regrette de constater que les emplacements proposés pour les 6 sanitaires sur lesquelles elle est interrogée ne semblent pas, pour la plupart, avoir fait l'objet d'une évaluation adéquate. En effet, les édicules se retrouvent systématiquement au milieu de l'espace public, le plus souvent dans l'axe de perspectives visuelles structurantes et, dans la plupart des cas, à proximité immédiate de biens classés emblématiques. Cet aspect du projet global devrait donc être davantage pris en considération et retravaillé.**

La Commission estime, par ailleurs, qu'**il conviendrait d'éviter la multiplication des modèles de toilettes publiques afin de ne pas compliquer davantage la lecture de l'espace public**. Les différents intervenants publics (STIB, Ville de Bruxelles, autres communes bruxelloise, Région, etc.) devraient, dans ce cadre, se concerter pour adopter les mêmes types d'équipements.

Remarque particulière

La Commission constate que ***l'emplacement central et dégagé choisi rendra la toilette publique particulièrement visible depuis de nombreuses perspectives visuelles. Elle estime qu'il conviendrait de choisir un endroit un peu moins en vue afin de limiter l'impact visuel de l'édicule.***

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de nos sentiments très distingués.

A. VAN LOO  
Secrétaire

G. VANDERHULST  
Président f. f.

Copies à : - A.A.T.L. – D.U. : M. A. Vital  
- A.A.T.L. – D.M.S. : Mme S. Valcke  
- Concertation de la Ville de Bruxelles